



Cofinancé par
l'Union européenne



ARRÊTÉ modificatif n°2023-B-31282

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Investissements pour la diversification des activités et des productions agricoles » déclinée de l'intervention 73.01 du Plan Stratégique National en Bourgogne-Franche-Comté.

La Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

VU :

- L'arrêté n°2023-B-31115 du 14 juin 2023 portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Investissements pour la diversification des activités et des productions agricoles » déclinée de l'intervention 73.01 du Plan Stratégique National en Bourgogne-Franche-Comté.

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

ARRÊTE

Article 1 : Objectif de l'arrêté

Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n°2023-B-31115 du 14 juin 2023 portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionalisée « Investissements pour la diversification des activités et des productions agricoles » déclinée de l'intervention 73.01 du Plan Stratégique National.

Article 2 : Modification de l'article 3

À l'article 3, paragraphe A, « Bénéficiaire de l'aide » le texte suivant :

« Le porteur de projet doit avoir au moins 18 ans au moment du dépôt de la demande. Dans le cas d'une structure sociétaire ou collective, au moins un des associés ou adhérents doit remplir cette condition. »

Est modifié comme suit :

« Le porteur de projet doit avoir au moins 18 ans au moment du dépôt de la demande et ne pas avoir fait valoir ses droits à la retraite en cas d'atteinte de l'âge prévu au paragraphe 1 de l'article L.351-8 du code de la sécurité sociale. Dans le cas d'une structure sociétaire ou collective, au moins un des associés ou adhérents doit remplir cette condition. »

Article 3 : Modification de l'article 4

L'article 4, paragraphe C « définition des montants de base », alinéa plafond **est modifié comme suit :**

Les études et diagnostics d'avant-projet sont plafonnés à 10 % de la dépense totale éligible, tous volets confondus.

Le plafond des dépenses subventionnables est fixé à 100 000 €. Il constitue un plafond unique pour l'ensemble des dépenses éligibles des 2 volets.

Il existe toutefois trois cas de figure de modalité d'augmentation du plafond des dépenses subventionnables :

- Dans le cas des GAEC dans la limite de 3 associés, les montants subventionnables peuvent être augmentés de :
 - + 60 000 € pour le 2^{ème} associé.
 - + 40 000 € pour le 3^{ème} associé.
- En outre, le plafond de base peut être multipliable par le nombre d'UTH (ou ETP) créés par l'investissement dans la limite de 3, justifié par une l'étude technico-économique dans le cadre du cahier des charges en annexe 1. Pour la création d'UTH (ou ETP), l'installation d'un jeune agriculteur ou d'un nouvel installé ne vaut pas création d'ETP.
- En cas de projet stratégique, le montant subventionnable maximal est augmenté de 30 000 €.

Tableaux synthétiques des montants maximaux subventionnables (en dépenses éligibles) :

Catégorie	GAEC 2 associés sans projet stratégique	GAEC 2 associés avec projet stratégique	GAEC 3 associés sans projet stratégique	GAEC 3 associés avec projet stratégique	Projet stratégique seul	Ni projet stratégique ni GAEC
Montants subventionnable	160 000 €	190 000 €	200 000 €	230 000 €	130 000 €	100 000 €

Catégorie	Création de 2 UTH ou ETP sans projet stratégique	Création de 2 UTH ou ETP avec projet stratégique	Création de 3 UTH ou ETP sans projet stratégique	Création de 3 UTH ou ETP avec projet stratégique	Projet stratégique seul	Ni projet stratégique ni création UTH/ETP
Montants subventionnables	200 000 €	230 000 €	300 000 €	330 000 €	130 000 €	100 000 €

Article 4 : Modification de l'article 5

L'article 5, paragraphe A, alinéa 2 « Le calendrier de l'appel à projets est articulé en 3 phases » **est modifié comme suit :**

2) Le calendrier de l'appel à projets est articulé en 3 phases :

- **Une phase 1, facultative, de pré-demande, ouverte depuis le 14 juin 2023.**

Au cours de la phase 1, les demandeurs d'aide pourront déposer **une lettre d'intention en amont de la phase suivante.**

- **Une phase 2, obligatoire, de dépôt en ligne des demandes d'aides dont la date d'ouverture sera définie par la mise en service du dispositif Euro-Pac « diversification ». La phase 2 sera close le 31 janvier 2024.**

Le dossier de demande d'aide **devra donc être déposé en ligne et validé avec le contenu minimal attendu avant la date de clôture de la phase 2.**

- **Une phase 3 dite de complétude des dossiers, jusqu'au 31 mars 2024.**

Seuls les dossiers ayant un contenu minimal validé en phase 2, pourront être complétés en phase 3. **Tout dossier incomplet après cette date sera rejeté.**

Les modalités de dépôt en trois phases sont décrites dans la notice « modalités de dépôt des dossiers pour l'appel à projets 2023/73.01 ».

Par ailleurs, l'article 5, paragraphe A, alinéa 3 « Éligibilité des dépenses » **est modifié comme suit :**

Pour les opérations d'investissements subventionnés dans le cadre de mesures d'aides relevant du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), seules **les dépenses qui ont été engagées après le dépôt d'une demande d'aide** (date formalisée par l'accusé de réception du dossier), **sont éligibles**, à l'exception des études et diagnostics d'avant-projet listés à l'article 3 du paragraphe C qui peuvent présenter un début d'exécution antérieur. Ces études et diagnostics ont uniquement une fonction de conseil, elles ne peuvent revêtir un caractère engageant pour les travaux.

Pour tout autre type d'opération (hors du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne), en cas d'application d'un régime d'aide d'état soumis à la règle d'incitativité, tout **commencement de l'opération** (cf. alinéa 4) avant la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur **rend inéligible la totalité de l'opération**. Le règlement de minimis n'est pas concerné par la règle d'incitativité. Par conséquent en cas d'application de ce régime, la règle du paragraphe précédent s'applique.

La notion de « **dépenses engagées** » est précisée à l'alinéa 4, « commencement de l'opération ».

Chaque dépense présentée devra être justifiée, par exemple par la fourniture d'au moins d'un devis d'entreprise à joindre au dossier.

Dans un second temps, toute dépense présentée dans un dossier sera considérée comme éligible lorsque le caractère raisonnable des coûts aura été avéré selon les modalités précisées dans la notice de demande d'aide.

Article 5 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour la Présidente et par délégation,
le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ